



Règlement de l'appel à projets : Paris Ville Vie Vacances 2027

Date limite de dépôt des dossiers : jeudi 19 novembre 2026 à 23h59

Contact : dpmp-subventions@paris.fr

Contexte

Le dispositif **Ville Vie Vacances (VVV)**, programme partenarial piloté par la Ville de Paris et l'État, s'adresse à des jeunes Parisiens, âgés **de 11 à 18 ans**, qui ne partent pas en vacances.

Ce dispositif leur offre la possibilité de bénéficier d'activités à dimension culturelle, civique, sportive et de loisirs et d'une prise en charge éducative durant les vacances scolaires. Ces activités permettent une occupation positive et structurée des jeunes, évitant ainsi que les jeunes ne soient entraînés dans des dérives, des actions négatives et contribuant à la prévention de la délinquance (enjeu du VVV national). Il a aussi pour objectif de favoriser le développement d'une citoyenneté active et du sentiment d'appartenance à la cité.

À Paris, sa mise en œuvre est assurée en articulation étroite avec les mairies d'arrondissement dans le cadre du volet prévention des contrats de prévention et de sécurité des arrondissements, avec une priorité pour les actions proposées aux jeunes résidants dans les quartiers populaires. Cette dynamique s'inscrit dans les prérogatives du Contrat de ville 2024-2030 et du Pacte parisien pour les quartiers populaires.

Le programme parisien se place à la convergence de plusieurs politiques sectorielles de la collectivité parisienne : prévention de la délinquance et protection de l'enfance et de la jeunesse. Il est donc mis en œuvre par la Direction de la police municipale et de la prévention (DPMP) et la Direction des solidarités (DSOL), en lien étroit avec les équipes de développement local (EDL) du service Politique de la Ville de la Direction de la démocratie, des citoyen.ne.s et des territoires (DDCT).

Objectif de l'appel à projets

Le présent appel à projets a pour ambition d'offrir aux jeunes parisiens et parisiennes, un programme d'actions variées favorisant leur départ en vacances en France, l'accès à des sorties à la journée ainsi que des activités de proximité dans l'espace public tout au long de l'été.

Les projets déposés doivent être accessibles aux jeunes de 11 à 18 ans et gratuits.

1- Les structures

Cet appel à projets s'adresse :

1. aux associations (association à but non lucratif relevant de la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901) proposant des projets pour les jeunes Parisiens de 11 à 18 ans, résidant prioritairement dans les quartiers populaires ;
2. aux associations dont le projet a lieu sur le territoire parisien, avec une priorité dans les quartiers populaires ;
3. aux organismes autres (par exemple issus de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), établissements publics...) pour un projet spécifique dans le cadre de cet appel à projets (AAP) construit avec les EDL ou les mairies d'arrondissement. Le projet VVV ne doit pas participer à la rentabilité économique de l'organisme.

Attention : cet appel à projets ne s'adresse pas aux **entreprises, aux centres sociaux, aux espaces de vie sociale ou clubs de prévention**, en effet, pour ces trois derniers types de structure, les projets VVV sont instruits dans le cadre de leur fonctionnement global par la DSOL.

3- Les projets éligibles

Toutes les thématiques sont possibles : culturelles, sportives, citoyennes, environnementales, surtout en cohérence avec les besoins, intérêts et appétences de la tranche d'âge des 11-18 ans. Les objectifs des projets proposés devront répondre à cet enjeu.

N.B. : les révisions scolaires ne doivent pas être incluses dans les activités proposées dans le cadre des VVV.

Attention : si le projet déposé en 2026 n'a pas pu être mis en œuvre durant l'été et qu'il est, en accord avec la DPMP, reporté en 2027. L'association ne doit pas déposer de nouvelle demande de subvention concernant ce même projet.

Trois axes éligibles :

Axe 1 : proposer des activités de proximité uniquement :

- en été (de mi-juin à fin août).
L'État et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) couvrent certaines autres périodes de vacances) ;
- pour les jeunes de 11 à 18 ans
Les autres tranches d'âge ou les projets famille relèvent des prérogatives d'autres directions de la Ville de Paris : la Direction des Familles et de la Petite Enfance (DFPE), la Direction des Affaires Scolaires (DASCO), la Direction de la Jeunesse et des Sports (DJS) ; et/ou l'État et la CAF) ;
- l'association doit constituer impérativement un groupe de 10 à 12 participants, en développant une communication adéquate. Lorsque le groupe est constitué dans le cadre

d'un partenariat, celui-ci doit garantir ce nombre de participants (pré-inscriptions en amont) ;

- sur l'espace public (places, squares...), dans des équipements de la Ville ou les locaux des associations, en pied d'immeubles en lien avec les bailleurs sociaux ;
- les projets peuvent aussi se dérouler en soirée et « en nocturne », pouvant s'étendre jusqu'à 2h du matin ;

NB : Les porteurs de projets devront impérativement prévoir une solution alternative en cas d'intempéries ou d'événements climatiques majeurs susceptibles d'empêcher la réalisation des actions en extérieur.

Axe 2 : proposer des sorties à la journée ou demi-journée uniquement :

- en été (de mi-juin à fin août) ;
- pour les jeunes de 11 à 18 ans ;
- sorties loisirs à Paris (découverte de lieux culturels ou équipements de la Ville) ou en Région Île-de-France privilégiant les transports en commun ;
- sorties à la journée (ex: en base de loisirs, journée à la mer, randonnées en forêt...).

Axe 3 : proposer des courts séjours uniquement :

- en été (de mi-juin à fin août) ;
- pour les jeunes de 11 à 18 ans ;
- de courte durée (environ une semaine) ;
- et en France métropolitaine.

Ces séjours peuvent être co-construits avec les jeunes, ils ont vocation à développer leur autonomie, leur sens des responsabilités, à valoriser leurs compétences dans un esprit d'équipe et de solidarité.

N.B. : les séjours à l'étranger - exclus du présent appel à projets - peuvent bénéficier d'autres types de financement : fonds européens, appels à projets spécifiques, aides à la mobilité individuelle, etc.

4-Les obligations

Pour toutes les demandes de subvention

L'association bénéficiaire de la subvention devra être en règle au regard de ses obligations en matière d'accueil des mineurs, pour ce faire, elle devra :

- Déclarer chaque accueil auprès du service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (SDJES) ;
- Vérifier l'honorabilité des animateurs, directeurs, bénévoles et intervenants, en application **des articles 706-53-7 et R. 53-8-24 du code de procédure pénale** et de **l'article L. 133-6 du Code de l'action sociale et des familles (CASF)**, qui prévoit des incapacités d'exercer pour les personnes condamnées pour certaines infractions ;
- Fournir le plan de lutte contre les Violences sexistes et sexuelles (VSS) et Violences sur mineurs (VSM) ;
- Respecter les règles d'encadrement ;
- Souscrire une assurance adaptée ;
- Garantir la sécurité des locaux.

L'association s'engage à organiser les activités dans le respect de la réglementation applicable aux Accueils Collectifs de Mineurs, notamment en matière de déclaration, de qualification des encadrants, de taux d'encadrement et de contrôle de l'honorabilité des personnels intervenant auprès des mineurs.

Pour ce faire, elle devra renseigner et signer les attestations jointes à cet AAP et les déposer impérativement sur Paris Subventions :

- **Plan de lutte contre les VSS et VSM**
- **Attestation – Obligations accueil de mineurs**

Elles font partie intégrante du dossier de candidature.

Spécifiquement pour les séjours

Une convention sera signée entre la Ville de Paris et l'association organisatrice. Cette convention précisera les obligations en matière d'organisation de séjours pour mineurs. De plus, elle détaillera les pièces justificatives à fournir et la condition d'octroi de la subvention au regard de ces obligations.

Le versement effectif de la subvention sera conditionné à la justification des démarches obligatoires accomplies telles que mentionnées dans l'attestation « Obligations ACM ». Le cas échéant, si l'association n'a pas accompli les démarches, la subvention sera retirée conformément à l'article L. 242-2 du Code des relations entre le public et l'administration (CRPA) : « *l'administration peut, sans condition de délai (...) retirer une décision attribuant une subvention lorsque les conditions mises à son octroi n'ont pas été respectées* ».

La Ville est fondée à effectuer les vérifications conformément à l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) : « *Toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée* ».

5- Soutien apporté par la Ville de Paris

Les candidats peuvent solliciter une **subvention de projet** d'un montant, par projet, compris **entre 1 500 € et 8 000 € maximum**. Le montant de la demande de subvention ne peut pas dépasser **80 % du coût total** du projet.

La recherche de co-financements notamment auprès de l'État et de la CAF est vivement encouragée. Le budget prévisionnel présenté devra faire apparaître la complémentarité des subventions sollicitées.

Le présent appel à projets ne subventionne pas de projets d'investissement (achat d'outils, de matériel informatique, travaux sur un local, achat d'un vélo ou d'un triporteur, etc.), ni le fonctionnement annuel des associations.

Les subventions versées dans le cadre du présent AAP constituent une **aide ponctuelle**, qui n'a pas vocation à être poursuivie sur plusieurs années.

Ces subventions viennent compléter, et non remplacer, le cas échéant, les financements de droit commun.

6- Les critères de sélection

Les structures seront sélectionnées sur le fondement des critères suivants :

- un projet répondant aux objectifs de l'appel à projets ;
- la cohérence globale et la qualité du projet ;
- une fiche par projet/action, par quartier, par période (cf. les trois fiches jointes à cet AAP :
 - fiche 1 : activités de proximité ;
 - fiche 2 : projet de sortie.s ;
 - fiche 3 : court séjour en France.

Les projets « Tout Paris » ou « multi-sites » ne seront pas retenus.

- utiliser uniquement les trois fiches fournies pour cet AAP ;
- des dossiers complets : fiche entièrement renseignée et documents demandés joints (voir annexe 1) ;
- le coût réaliste et justifié de l'action proposée.

Chaque dossier sera examiné selon ces critères, que les candidats sont invités à mettre en valeur dans la présentation de leur projet.

Lors de l'examen des dossiers, la Ville de Paris peut contacter les porteurs de projets afin d'obtenir plus d'informations concernant le projet proposé. Ces informations devront être transmises via la plateforme Paris Asso dans les délais indiqués.

N.B. : s'il s'agit de la reconduction du projet VVV 2026 : l'association doit impérativement avoir renvoyé son formulaire « Framaforms/bilan » relatif à l'action réalisée en 2026, si tel n'est pas le cas la candidature sera rejetée.

7- Le processus de sélection

À l'expiration du délai de réception des candidatures, et après un délai d'instruction, une concertation, dite « marathon VVV », sera mise en place par la DPMP pour étudier les candidatures en opportunité, au regard des objectifs et critères de cet AAP. Elle réunira :

- au niveau territorial : le coordinateur des politiques locales de prévention et de sécurité (CPLPS), l'équipe de développement local de la Politique de la Ville, la mairie d'arrondissement concernée par un ou plusieurs projets VVV, le référent de la DJS et la DSOL.
- au niveau central : les partenaires de l'État et la CAF.

Puis, la première adjointe au Maire de Paris chargée de la sécurité du quotidien, validera, en accord avec les mairies d'arrondissements, le programme des actions VVV retenues pour 2027.

Les candidats seront informés par message électronique si leur(s) projet(s) est/sont retenu(s) pour être présenté(s) au Conseil de Paris.

Le Conseil de Paris sera appelé à délibérer avant l'été 2027 pour voter les subventions, qui seront versées au titre de l'exercice budgétaire 2027. Une notification d'attribution sera adressée à l'issue du Conseil de Paris.

8- Les modalités de réponse à l'appel à projets

Le dépôt des dossiers de candidature à l'appel à projets est **entièrement dématérialisé**.

Les demandes doivent être déposées **via le service Subvention du portail Paris Asso** accessible depuis [Le service numérique Paris Subventions - Ville de Paris](#) (voir complément d'informations en annexe 2) **au plus tard le jeudi 19 novembre 2026 à 23h59**.

Au-delà de cette date, il ne sera plus possible de déposer une demande.

Il est conseillé de ne pas attendre les derniers jours pour déposer / finaliser votre dossier.

La version Word (modifiable) des fiches de candidature est à demander par mail à l'adresse suivante : dpmp-subventions@paris.fr

Deux **webinaires pour expliciter cet appel à projets** sont proposés aux dates suivantes :

- **jeudi 29 octobre à 10h00**

ou

- **mardi 10 novembre à 17h00**

Veuillez contacter : dpmp-subventions@paris.fr pour avoir le lien Teams.

Votre participation à l'un des deux webinaires est fortement conseillée.

Pour information, les documents fournis à la Ville de Paris dans le cadre d'une demande de subvention (statuts, comptes, bilans, demandes de subvention...) sont publics. Ils peuvent être consultés par tout citoyen sur simple demande et sans limitation de temps, à l'exception des informations personnelles et confidentielles qu'ils pourraient contenir.

Annexe 1

Documents à joindre à la demande de subvention

(à déposer sur Paris Subventions)

Les documents concernant le dossier de candidature VVV :

- **La fiche de candidature** relative au type de projet proposé, dûment complétée ;
- **Le budget prévisionnel du projet** : libellé financeur à renseigner face au montant demandé : **Ville de Paris / DPMP / VVV**
- Un **relevé d'identité bancaire ou postal établi au nom et à l'adresse de l'association** mentionnée sur le récépissé de déclaration à la Préfecture.
- **L'attestation « Obligations Accueil Collectif de Mineurs »** ;
- **L'attestation « Plan de Lutte VSS/VSM »** ;
- Tout autre document de présentation du projet peut être joint (dossier CERFA, ...).

N.B. : Toute association qui a reçu une subvention de la Ville de Paris en 2026 doit justifier du bon emploi de ces fonds. Cela prend la forme d'un **compte-rendu financier** qui doit être déposé sur Paris subventions.

Pour rappel, les comptes-rendus financiers sont obligatoires et doivent être impérativement fournis au plus tard 6 mois après la réalisation de l'action subventionnée. Ils doivent rendre compte à la fois du budget et de l'action menée : [\(télécharger le CERFA\)](#).

Les documents obligatoires pour toute demande de subvention :

- Le **budget prévisionnel global** de l'association pour **2027**.
- Le **bilan, les comptes de résultat et leurs annexes** des deux derniers exercices écoulés, approuvés en assemblée générale. Les comptes doivent être certifiés par le président de l'association ou par un commissaire aux comptes, si l'association a bénéficié d'un montant de subventions publiques supérieur à 153 000€ ; ces documents financiers sont exigibles six mois après la date de clôture de l'exercice comptable.
- Le **procès-verbal de l'assemblée générale (AG) 2026** validant les comptes de l'année 2025, transmis à l'appui de la demande, ou à défaut le procès-verbal de l'assemblée générale constitutive pour les associations nouvellement créées.
- Le **dernier rapport annuel d'activité** approuvé à l'assemblée générale (AG) de l'association ou le descriptif des actions menées l'année antérieure accompagné, le cas échéant, d'un exemplaire des publications de l'association.

N.B. : La liste à jour des dirigeants de l'association doit être déclarée au Ministère de l'Intérieur sur service-public.fr.

Annexe 2

Aide au dépôt d'un dossier de candidature

Référencement sur PARIS ASSO

Cette étape préalable concerne aussi bien les associations loi 1901 que les autres organismes, quelle que soit leur forme juridique. Tout demandeur doit, préalablement au dépôt d'un dossier d'appel à projets, disposer d'un compte Paris Asso.

Pour les associations non référencées sur Paris Asso, la procédure de création de compte et de dépôt de dossier sur Paris Subventions est précisée au lien suivant : <https://parisasso.paris.fr/parisassos>

Les candidats sont invités à créer leur compte au plus tôt, sans attendre d'avoir constitué le dossier de candidature pour cet appel à projets. Ils peuvent solliciter, le cas échéant, l'aide de : [Les Maisons de la vie associative et citoyenne \(MVAC\) - Ville de Paris](#), en prenant rendez-vous auprès de l'une d'elles.

Déposer un dossier pour l'appel à projets

1 - Se connecter à Paris Asso : <https://parisasso.paris.fr/parisassos>

2 - CLIQUER SUR « Paris Subventions » pour déposer ou suivre une demande



3 – La page « dépôt et suivi de demandes de subvention » s’affiche.
Cliquez sur « Répondre à un appel à projet ou déposer une demande pour un dispositif spécifique »

Vous souhaitez :



4 - Aller en bas de page pour visualiser l’ensemble des Appels à projets en cours, choisir « Paris Ville Vie Vacances 2027 » et cliquer sur « je réponds »

Suivre toutes les étapes en remplissant les champs demandés et en joignant les documents indiqués dans la liste ci-dessus en annexe 1, jusqu’à enregistrement et transmission de la demande.

N.B. : l’intitulé de votre projet doit commencer par : VVV - ...

(exemple : VVV – ateliers artistiques – 18e)

Vous trouverez des explications concernant le dépôt d’une demande de subvention et son suivi sur Paris.fr : [Le service numérique Paris Subventions - Ville de Paris](https://paris.fr/le-service-numerique-paris-subventions-ville-de-paris).